

développement gaspiller leurs ressources rares à se concurrencer les uns les autres. On peut penser cependant que les chances d'obtenir l'assentiment de l'ensemble des pays (nécessaire au succès d'un tel accord) ne sont pas très fortes car, dans ce genre de situations, si un seul ou quelques pays continuent de subventionner les entreprises étrangères alors que les autres cessent de le faire, ils peuvent réussir à infléchir le choix d'une localisation par les entreprises.

On peut penser qu'il existe aussi un besoin de nouvelles institutions au niveau international. On a fait fi à plusieurs reprises des organismes existants, selon Behrman,<sup>1</sup> en bonne partie parce qu'ils ne sont plus adaptés aux principaux problèmes. Par exemple, les institutions économiques qui ont vu le jour depuis la guerre au niveau international ont été fondées sur l'hypothèse que la formation d'une communauté mondiale était souhaitable en même temps que le meilleur moyen de réaliser les objectifs de paix et de prospérité et que cette réalisation devait être recherchée dans des institutions internationales "démocratiques", la démocratie politique exigeant "un pays, un vote" et la démocratie économique, le mécanisme du marché. Mais les principaux problèmes ne sont plus seulement la recherche de l'unité internationale, de l'efficacité économique et de la production maximale mais aussi le maintien d'un niveau acceptable de diversité entre les pays et l'obtention d'une répartition équitable des bénéfices.

Si l'on songe à des politiques qui "utiliseraient" la firme multinationale dans cette perspective, on pourrait d'abord promouvoir les accords de coproduction. On appelle ainsi un accord qui groupe deux ou plusieurs pays et leurs entreprises dans un projet de production commun. Ces accords peuvent permettre d'utiliser la capacité d'intégration des entreprises multina-

---

1. Industrial Development Through the Multinational Enterprise, communication présentée au Colloque de Rennes, op. cit.